



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E14633

VALABLE JUSQU'AU

07/12/2025

ÉDITÉ LE

30/06/2025

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/05/1991

Forme juridique : SAS

Capital : DEPUIS LE 04/06/2025
7 622

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC LE MANS

Siret : 382 220 515 00029

Code NACE : 4322A

Numéro caisse de congés payés : 3237080

Assurance Responsabilité Travaux :

MMA IARD 125658210

Assurance Responsabilité Civile :

MMA IARD 125658210

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/08/2024

Raison sociale : CAMILLE MOURIN

9 RUE SAINT LAURENT
RTE DE LA FLECHE
72300 SABLE-SUR-SARTHE

Téléphone : 02 43 95 35 42

Fax : 02 43 92 28 88

Portable : 06 70 74 28 94

Site Internet :

E-mail : ngaultier@sarl-mourin.fr

Responsabilité légale :

MOURIN ANTHONY GÉRANT

Effectif moyen : 6

Tranche de classification : EFF2A

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5211	Remplacement de chaudière gaz/fuel en logement individuel Mention RGE	11/09/2024
5311	Installation de VMC en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment inférieur à 1000 m ² Mention RGE	11/09/2024
8621	Efficacité énergétique - "Les pros de la performance énergétique®"	16/11/2022

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Radiateurs électriques, dont régulation.	01/01/2021
o Ventilation mécanique	01/01/2021
o Isolation des combles perdus	16/11/2022

* ou du plus récent renouvellement

**LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT**

Gérard SÉNIOR

**SIGNATURE
DU TITULAIRE**



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.